

# Contraintes nationales et changement d'échelle dans l'activisme transnational

## National constraints and scale shift in international activism

Marco Giugni, Marko Bandler et Nina Eggert

Numéro 58, automne 2007

Les solidarités sans frontières : entre permanence et changements

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/017550ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/017550ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

1204-3206 (imprimé)

1703-9665 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Giugni, M., Bandler, M. & Eggert, N. (2007). Contraintes nationales et changement d'échelle dans l'activisme transnational. *Lien social et Politiques*, (58), 41–55. <https://doi.org/10.7202/017550ar>

Résumé de l'article

Cet article explore chacun des trois éléments principaux du programme de recherche classique pour l'étude des mouvements sociaux (opportunités politiques, structures de mobilisation et processus de cadrage) afin d'évaluer leur rôle dans l'activisme transnational. L'idée d'émergence d'une société civile globale est sous-jacente dans plusieurs analyses du mouvement pour une justice globale. Un certain nombre d'auteurs prétendent que le nouveau cycle de protestation (transnational) témoigne de l'émergence d'un mouvement de mouvements ainsi que d'une société civile mondiale et reflète le déclin des formes de protestation qui s'adressent au plan national. Ce type d'argument ne gagne pas notre faveur ; selon nous, il néglige l'impact crucial de certains facteurs locaux et surestime l'idée de l'émergence de la société civile transnationale. Nous défendons plutôt l'idée que chacun des cycles de manifestations repose sur des structures de mobilisation et des épisodes de contestation préalables.

# Contraintes nationales et changement d'échelle dans l'activisme transnational

**Marco Giugni, Marko Bandler, Nina Eggert**

Depuis les travaux novateurs de Charles Tilly sur l'émergence de la protestation politique moderne, caractérisée par le passage d'un ancien à un nouveau répertoire de contestation (Tilly, 1984; 1986; 1995), les mouvements sociaux ont été conceptualisés comme relevant intrinsèquement de phénomènes nationaux ou locaux. Les choses semblent cependant avoir aujourd'hui changé, avec l'apparition et l'essor de la contestation transnationale. Un nouvel acteur collectif a émergé, dont l'appellation varie d'un pays ou d'un contexte à l'autre: tantôt mouvement «*no global*», «*antimondialisation*», «*altermondialiste*», «*pour une justice globale*», ou «*mouvement pour une mondialisation par le bas*», cet acteur mobilise un large éventail de groupes, réseaux et mouvements sociaux à travers une vaste palette de thèmes et de problématiques éclectiques, mais liés

à la lutte contre le néolibéralisme (Sommier, 2003)<sup>1</sup>. Les sujets les plus saillants concernent la justice sociale et économique, les inégalités Nord-Sud, les règles et barrières du commerce international, le commerce équitable, les problèmes environnementaux, le développement durable, etc. Nous avons choisi d'appeler ce nouvel acteur collectif «*mouvement pour une justice globale*» (ci-après MJG), dans la mesure où nous pensons que ce qui unit les nombreuses organisations et groupes qui se mobilisent autour de ces divers enjeux relève d'une volonté de parvenir à un nouvel ordre mondial fondé sur la justice.

Quelle que soit l'appellation qui lui est attribuée, l'apparition de cet acteur ne fait pas doute, comme l'attestent de nombreuses recherches menées sur le sujet (voir Della Porta et Tarrow, 2005;

Della Porta *et al.*, 2007; Della Porta *et al.*, 1999; Pianta, 2004; Smith et Johnston, 2002). En revanche, les limites dans lesquelles la contestation transnationale supplante les formes traditionnelles de protestation demeurent moins claires, de même que le degré auquel elle franchit les frontières de l'État-nation pour atteindre un niveau transnational. Dans ce travail, nous proposons d'analyser cette nouvelle forme de contestation à travers les concepts-clés du programme de recherche classique permettant d'expliquer la politique contestataire. Ce programme représente l'ensemble des outils conceptuels issus d'une synthèse des différents paradigmes majeurs de l'étude des mouvements sociaux. Nous allons tour à tour nous intéresser à chacune des trois composantes de ce programme afin d'évaluer leur pertinence dans l'explication des

épisodes de contestation transnationale. Plusieurs questions animent notre démarche: jusqu'à quel point l'émergence et le développement de ce mouvement dépend-il des opportunités politiques non plus circonscrites nationalement, mais qui se sont créées au-delà de l'État? À quel point le mouvement est-il basé sur des réseaux véritablement transnationaux, plutôt que sur des organisations nationales? Dans quelle mesure ce mouvement de contestation mobilise-t-il des cadres d'actions collectives qui permettent à des coalitions transnationales de se constituer? Voici quelques-unes des questions dont les réponses nécessitent une analyse systématique des conditions de production des mobilisations du MJG et des mécanismes à travers lesquels elles se développent.

On retrouve fréquemment dans l'analyse du MJG et de la contestation transnationale l'idée d'émergence d'une société civile globale. Ainsi, un certain nombre de chercheurs affirment que le nouveau «cycle de contestation» (transnational) se caractérise par l'apparition d'un «mouvement de mouvements» (Kaldor *et al.*, 2003;

Ceri, 2002; Mertes, 2004) et reflète le déclin des formes de contestation relevant de facteurs nationaux. Nous sommes plutôt sceptiques par rapport à ce type d'arguments. Cette conception de la contestation transnationale passe en effet sous silence l'impact crucial d'un certain nombre de facteurs locaux et exagère l'importance de l'impact du développement d'une société civile globale (Gobille, 2005). En effet, chaque cycle de protestation repose sur des structures de mobilisation et des épisodes de contestation préexistants (Agrikoliansky, 2005). Aucune contestation sociale ne part de zéro. Aussi, dans une large mesure, les activités de protestation qui se déroulent sur le plan transnational, comme celles organisées par le MJG, reposent sur des acteurs impliqués dans des arènes de contestation locales.

### **Le programme classique de recherche sur les mouvements sociaux**

Il y a quelques années, McAdam *et al.* (1996) ont trouvé un certain consensus parmi les chercheurs dans le domaine de la politique contestataire, en rassemblant un ensemble de facteurs explicatifs susceptibles de s'appliquer à tous les épisodes de contestation: il s'agit des concepts d'opportunités politiques, de structures de mobilisation et de processus de cadrage.

Par la suite, trois des chercheurs les plus influents du champ – Doug McAdam, Sidney Tarrow et Charles Tilly (2001) – ont ajouté un quatrième aspect: les répertoires de contestation, affirmant ainsi que la plupart des travaux

depuis les années 1960 et 1970 se sont principalement concentrés sur ces quatre concepts-clés qui forment ce qu'ils ont appelé le programme classique de recherche sur les mouvements sociaux dans l'explication de la politique contestataire: a) les opportunités politiques; b) les structures de mobilisation; c) les cadres de l'action collective; et d) les répertoires de contestation. Ces quatre concepts sont à considérer comme des facteurs de médiation entre le changement social (l'origine première de toute contestation) et l'interaction contestataire (le résultat de ce changement).

Malgré les attaques récentes portées contre cette synthèse (Fillieule, 1997; Mathieu, 2002; Goodwin et Jasper, 2004) et le fait que des facteurs explicatifs alternatifs ont été proposés, force est de constater que la plupart des recherches demeurent profondément ancrées dans les paradigmes qui composent ce programme. Avant de l'appliquer au MJG, prenons le temps de le décrire de plus près<sup>2</sup>.

Les opportunités politiques peuvent être définies comme ces «signaux réguliers mais pas forcément formels, ni permanents ou nationaux, adressés aux acteurs politiques ou sociaux, qui soit les encouragent, soit les découragent à utiliser leurs ressources internes pour former des mouvements sociaux» (Tarrow, 1996: 54). Plus spécifiquement, ils font référence à ces aspects du système politique qui influent sur la capacité des groupes politiques à se mobiliser de manière efficace. En ceci, ils doivent être conceptuellement

séparés des aspects internes de ces groupes qui peuvent aussi jouer un rôle dans la probabilité d'une mobilisation. Dans cette optique, Koopmans (2004: 65) a récemment redéfini les opportunités comme des «options pour l'action collective, avec ses risques et ses chances, qui dépendent de facteurs extérieurs aux groupes mobilisés».

Bien qu'au fil du temps, le concept de structures d'opportunités politiques ait commencé à inclure un nombre sans cesse croissant de dimensions différentes (Gamson et Meyer, 1996), la plupart des travaux se sont concentrés sur les quatre aspects suivants: a) la relative ouverture ou fermeture du système politique institutionnel; b) la stabilité ou l'instabilité des coalitions politiques des élites; c) la présence ou l'absence d'alliés parmi ces élites; d) la capacité et la propension de l'État à recourir à la répression (McAdam, 1996: 27). Ce sont là les dimensions des structures d'opportunités politiques qui, partant du principe que les «structures d'opportunités politiques influent sur le choix des stratégies de protestation et l'impact des mouvements sociaux sur leur environnement» (Kitschelt, 1986: 58), ont été utilisées par de nombreux auteurs pour expliquer l'émergence des mouvements sociaux, leur développement à travers le temps, leur niveau de mobilisation, leurs formes d'actions ou leurs impacts.

Alors que l'émergence et la mobilisation des mouvements dépendent d'opportunités politiques, les mouvements eux-mêmes répondent à une logique

interne qu'on appelle structures de mobilisation. Ce terme désigne les «instruments collectifs, formels autant qu'informels, grâce auxquels les gens se mobilisent et s'engagent dans l'action collective» (McAdam *et al.*, 1996: 3). Cet aspect a été initialement introduit par la théorie sur la mobilisation des ressources (voir McCarthy et Zald, 1977; Oberschall, 1973; Tilly, 1978) qui se voulait une réponse critique aux explications dominantes de l'époque, lesquelles avaient tendance à voir les mouvements sociaux comme des réactions (souvent irrationnelles) aux sentiments de privation et aux situations de rupture produites par le stress et les changements sociaux (voir Gurr, 1970; Kornhauser, 1959; Smelser, 1962; Turner et Killian, 1957). En réponse à la vision qui considérait l'action collective comme le résultat de l'anomie et de la désorganisation, les théoriciens de la mobilisation des ressources ont mis en avant le rôle de l'organisation et la capacité de groupes organisés à rassembler et à mobiliser différentes sortes de ressources (par exemple, financières, humaines ou symboliques).

On distingue généralement deux types de structures de mobilisation: les organisations formelles – par exemple, l'Association pour la taxation des transactions financières d'aide aux citoyens (ATTAC) – et les réseaux informels – c'est-à-dire, le réseau des contacts interpersonnels et des échanges entre activistes et participants des mouvements de protestation. Les deux représentent des ressources cruciales pour tous les types d'actions collectives – protestataires ou non – qui constituent

l'infrastructure de tous les mouvements contestataires. Ils sont en effet une composante essentielle des mouvements sociaux, qui peuvent être définis comme des «(i) réseaux informels, basés (ii) sur des croyances partagées et de la solidarité, et qui se mobilisent autour (iii) de problèmes conflictuels, au moyen (iv) d'un usage varié de formes de protestations» (Della Porta et Diani, 1999: 16). Dans quelle mesure le MJG trouve-t-il de telles ressources sur le plan transnational plutôt que sur les plans national ou local? Telle est la question principale de l'exercice empirique que nous nous proposons de mener ci-après.

Cette définition des mouvements sociaux nous amène à la troisième composante principale du programme de recherche, qui concerne leur dimension culturelle: les processus de cadrage. Il s'agit certainement de l'aspect défini le moins précisément dans la littérature, dans la mesure où, ayant été utilisé dans tellement de sens différents, il est presque devenu synonyme de culture. En suivant McAdam *et al.*, dans sa formulation originale, que l'on doit aux travaux de David Snow et ses collaborateurs (Snow *et al.*, 1986; voir également Gamson, 1992; 1995; Gamson *et al.*, 1982), le concept se réfère aux «efforts stratégiques conscients réalisés par des groupes de personnes pour façonner des compréhensions du monde et d'eux-mêmes qui légitiment et motivent l'action collective» (1996: 6). Cependant, depuis cette époque, la perspective des cadres a évolué et aujourd'hui elle «porte son attention sur le travail de définition et de construction de sens engagé par les activistes des

mouvements sociaux, les simples participants et les autres parties (par exemple: les opposants, les élites, les médias, les contre-mouvements) se rapportant aux intérêts des mouvements sociaux et aux défis qu'ils portent» (Snow, 2004: 384).

Ainsi, les processus de cadrage font référence au travail de conceptualisation effectué par des groupes protestataires, qui produisent comme résultat des cadres d'action collective. Cela peut inclure des activités orientées sur la motivation des gens pour l'action (cadres motivationnels) ou destinées à identifier les causes (cadres diagnostiques) et les conséquences (cadres pronostiques) d'un problème donné, mais aussi, plus globalement, des pratiques discursives relatives à l'action collective en elle-même et à sa mise en perspective avec des enjeux sociétaux.

Une caractéristique générale du programme de recherche sur les mouvements sociaux est cruciale pour notre propos: ce programme est calqué sur une perspective centrée sur la nation. Ceci est particulièrement vrai pour les opportunités politiques,

qui ont été définies la plupart du temps comme des structures d'opportunités nationales, mais cela vaut également pour les structures de mobilisation, de même que pour les processus de cadrage. Comme Smith l'a récemment montré dans sa revue des processus et des mouvements transnationaux, «la plupart des recherches sur les mouvements sociaux tiennent pour acquis que l'État national définit l'espace politique pertinent pour les prétendants politiques. Cependant, si la mondialisation est effectivement en train d'amplifier l'importance des arènes de décision éloignées pour les acteurs locaux, il nous faut donc considérer la manière dont les facteurs mondiaux façonnent les contextes politiques à l'intérieur des États» (Smith, 2004: 314). Plus loin, Smith va également dans notre sens lorsqu'elle affirme que «de plusieurs façons, les formes et les dynamiques des mouvements que nous voyons dans les arènes transnationales ressemblent à leurs prédécesseurs locaux et nationaux, même si elles sont adaptées pour correspondre au contexte politique transnational» (2004: 320). C'est dans cette optique que nous allons essayer d'articuler les principales dimensions du programme de recherche.

### Les opportunités politiques

Peut-être que la meilleure façon d'interroger le concept d'opportunités politiques au sein du MJG est d'examiner la relation entre les opportunités nationales et celles transnationales. Dans cette optique, en regardant plus particulièrement le degré d'ouverture ou de fermeture des institutions, Sikkink (2005: 156) fait une

distinction utile entre des opportunités «nationales» et «internationales», ces dernières se réfèrent «principalement au degré d'ouverture des institutions internationales à la participation des ONG, réseaux et coalitions». L'intérêt de cette approche est qu'elle met en avant la manière dont les contextes nationaux et internationaux ouvrent de nouvelles opportunités pour la mobilisation des acteurs transnationaux, y compris le MJG, partant du principe que les mouvements sociaux, à l'ère de la mondialisation, participent souvent à ce que Sikkink appelle la «gouvernance multiniveau dynamique» (2005). Nous pouvons par conséquent envisager que le MJG et les autres mouvements transnationaux se caractérisent par une structure d'opportunités multiniveau (Tarrow et Della Porta, 2005). La question qui nous intéresse est par conséquent dans quelle mesure les opportunités supranationales plutôt que nationales déterminent la mobilisation du MJG et les limites de leur pertinence. On ne peut répondre à cette question qu'en ayant recours à des données empiriques. Et cette large question peut être divisée en un nombre de questions spécifiques en fonction des aspects variés des opportunités politiques qu'il s'agit d'examiner. Ainsi, si on se réfère aux quatre premiers aspects mentionnés précédemment, le problème qui nous préoccupe est de savoir dans quelle mesure les arènes politiques supranationales sont accessibles au MJG, comment le mouvement peut tirer profit de l'instabilité des coalitions politiques, jusqu'à quel point il trouve des alliés politiques

sur le plan international et dans quelle mesure les institutions supranationales ont aussi bien le pouvoir que la propension à exercer de la répression sur le mouvement. Dans tous les cas de figure, il semble clair que c'est encore le contexte politique national et non supranational qui prévaut.

Un premier indicateur, quoique un peu brut, de l'impact des structures d'opportunité nationales sur la mobilisation du MJG nous est fourni par les différences de participation (intensité, type, etc.) ainsi que par le niveau de perturbation engendré par la mobilisation (souvent sous la forme de violences des manifestants). Or, ces deux éléments varient grandement selon le type d'événement protestataire. On peut distinguer ici deux formes adoptées par le MJG: d'un côté, des manifestations de masse et des activités contestataires s'adressant à des institutions gouvernementales ou à des organisations privées, et d'autre part, des forums sociaux, moments de rencontres et de débats sur divers thèmes liés à la mondialisation. Si l'on compare ces événements, on observe des différences substantielles non seulement entre les pays, mais également à l'intérieur de ceux-ci. Par exemple, certaines manifestations contre les organisations internationales, telles que celles contre le Sommet du G8 de Gênes en 2001, ont été bien plus violentes que d'autres, ceci notamment en raison des différences de comportement des forces de l'ordre vis-à-vis des manifestants<sup>3</sup>. De même, certains événements tels que les forums sociaux, comme celui de Florence en 2002, ont mobilisé un nombre plus élevé de participants que

d'autres sommets du même type. Et si on compare cette rencontre à celle qui lui a succédé l'année suivante à Paris (le FSE 2003), on constate là aussi d'importantes différences dans le type d'acteurs mobilisés (Agrikoliansky et Sommier, 2005).

L'impact des structures d'opportunités politiques sur la mobilisation du MJG peut également être examiné indirectement sur le plan individuel, en regardant la participation au sein du mouvement. En effet, le type de participation organisationnelle des manifestants reflète les traditions de contestation propres à chaque pays qui, à leur tour, dépendent des structures de clivages. Les recherches menées par Della Porta et ses collaborateurs sur deux événements qui ont eu lieu en Italie dans un intervalle de temps relativement court – le contre Sommet du G8 de Gênes, en juin 2001, et le Forum social européen de Florence, en 2002 – nous donne de précieux indices sur les variations intranationales concernant certaines caractéristiques des participants provenant de pays différents<sup>4</sup>. Celles-ci confirment en outre le rôle des ressources politiques et des opportunités propres à chaque pays. De façon plus spécifique, elles montrent que la mobilisation s'avère plus importante dans des pays caractérisés par des structures d'opportunités politiques fermées, particulièrement en ce qui concerne la configuration du pouvoir, et qui semblent créer un front large d'opposition (Della Porta, 2005a). Par exemple, en Italie et en Espagne, les gouvernements de centre droite, adoptant des positions néolibérales, sem-

blent favoriser des coalitions plus larges au sein du mouvement ainsi qu'une plus forte mobilisation qu'en Grande-Bretagne, sous un gouvernement de gauche. Les caractéristiques de la gauche institutionnelle semblent également avoir un impact sur la capacité de mobilisation du mouvement. En effet, là où la gauche est divisée, comme en Italie, en France et en Espagne, le mouvement est plus présent dans la rue à travers des manifestations de masse qu'ailleurs, où il est beaucoup moins visible (Della Porta, 2007).

Elles montrent également l'existence de traditions propres à certains secteurs de mouvements sociaux, dérivant de la structure des clivages, dans les pays dont sont originaires les activistes. Par exemple, les militants des nouveaux mouvements sociaux (NMS) et des organisations environnementales étaient plus nombreux parmi les participants britanniques ou allemands que parmi les Français. Au contraire, ces derniers se singularisaient par une composante syndicale plus forte que les Allemands ou les Espagnols. De façon similaire, pour un même événement, l'identification avec le MJG varie parmi les participants. Par exemple, le pourcentage de personnes s'identifiant fortement avec le mouvement était plus élevé chez les Britanniques que pour les autres nationalités, alors que ceux qui s'identifient peu au mouvement étaient majoritaires parmi les Allemands et les Italiens (Della Porta, 2005a).

Des chiffres issus d'une autre enquête (menée par Fillieule *et al.*, 2005)<sup>5</sup> réalisée pendant les

**Tableau 1 Réseaux organisationnels des participants aux manifestations contre le Sommet du G8 à Évian en 2003 (pourcentages)**

	France	Suisse	Toutes les nationalités
Organisations du MJG	34	25	31
Écologistes	19	30	25
Humanitaires	17	25	20
Partis politiques	19	16	20
Droits de la personne	12	18	17
Contre le racisme	14	14	16
Étudiants	16	13	16
Syndicats	16	15	16
Pacifistes	9	19	15
Organisations de jeunes	11	17	14
Aide sociale	12	15	14
Autonomes	6	11	9
Féministes	6	10	8
Mouvements religieux	6	8	8
Associations de quartier	8	8	8
Droits au logement	5	8	7
Consommateurs	4	7	5
Gays et lesbiennes	3	3	3
Chômeurs	5	2	3
Paysans	2	2	2
Autres réseaux	18	9	15
N	836	862	2 280

Note: La somme des pourcentages est supérieure à 100 % à cause des réponses multiples.

Source: Fillieule *et al.*, 2005: 17.

événements protestataires de l'anti-G8 en 2003 (et reproduits dans le Tableau 1) montrent que durant une manifestation transnationale ayant lieu au même moment des deux côtés de la frontière helvético-française, les structures d'opportunités jouent un rôle fondamental dans la composition politique des participants, alors qu'elles attirent des personnes mues par les mêmes thématiques. Ainsi, la structure des réseaux mobilisés contre le G8 reflète de façon précise la structure des opportunités politiques de ces deux pays, telles qu'elles avaient été déjà explorées et démontrées par Kriesi *et al.* (1995). La mobilisation des Suisses s'appuie principalement sur le secteur des NMS (écologistes, humanitaires, pacifistes), tandis que les militants français proviennent principalement du secteur de la gauche politique (syndicats, partis politiques).

Bien qu'une recherche systématique sur l'impact des structures d'opportunités politiques sur la mobilisation du MJG – qui analyserait l'impact des autres dimensions que nous ne traitons pas ici – doive être encore menée,

ces quelques exemples laissent donc entrevoir que le mouvement ne réagit pas de la même façon en fonction non seulement du type d'événement, mais également de l'endroit où se tient la manifestation que ce soit une action protes-

tataire ou un forum social. Et ce sont sans doute les opportunités politiques nationales qui sont pour une large part responsables des variations entre pays. Un argument similaire peut être

avancé concernant les réseaux organisationnels.

### Les structures de mobilisation

Un nombre important d'ONG et d'organisations de mouvements sociaux (OMS) sont apparues ces dernières années. Johnson et McCarthy (2005) montrent que la densité des OMS nationales dans le domaine de l'environnement a augmenté régulièrement entre le milieu des années 1960 et le début des années 1990, pour ensuite décliner, alors que la densité des OMS internationales de ce secteur a continué de croître durant toutes les années 1990. Ce qui laisse les auteurs conclure que «l'expansion du nombre d'organisations environnementales transnationales vient plus tard que l'accroissement du nombre d'OMS environnementales nationales» (Johnson et McCarthy, 2005: 85). Cette tendance, cependant, ne doit pas être exagérée, dans la mesure où le nombre d'OMS nationales demeure bien plus élevé que le nombre d'organisations internationales, et le rythme de création de ces dernières a également diminué de 1995 à 2000.

Un processus similaire, et peut-être même plus important, peut être observé pour les OMS plus spécifiquement orientées vers des enjeux de justice globale. En effet, depuis Seattle en 1999 et l'émergence du cycle de protestation contre le néolibéralisme, un dense réseau d'organisations et de groupes a émergé, comme l'atteste la création d'OMS emblématiques. On pense évidemment à ATTAC, née en France en 1998 et désormais présente dans plus de 51

pays. De même, des groupes à l'organisation plus informelle, tels que Reclaim the Street, l'Action mondiale des peuples ou Indymedia représentent de larges réseaux d'activistes dans de nombreux pays, et certaines campagnes ont connu de fortes mobilisations, par exemple celle de Jubilee 2000 pour l'effacement de la dette des pays en développement<sup>6</sup>. Dans le même temps, des réseaux spécifiques à chaque pays ont également émergé, comme les syndicats SUD (Solidaires, Unitaires et Démocratiques) en France, ou bien le réseau Lilliput en Italie. Ces nouvelles formes d'organisations et de réseaux, qui sont très peu structurées, décentralisées et horizontales (Della Porta *et al.*, 2007), cohabitent avec d'autres plus anciennes au sein du MJG.

Ces exemples dressent le portrait d'un MJG formé par des réseaux d'organisations et de groupes qui dépassent les frontières nationales, ou du moins qui font partie d'un cycle de protestation transnationale dans lequel des acteurs des quatre coins du monde sont simultanément impliqués. Et on ne peut guère nier qu'il existe une ressemblance et bien des points communs entre toutes les manifestations qui s'adressent aux organisations supranationales ou aux sommets intergouvernementaux. Cette ressemblance se manifeste notamment dans l'usage répandu de slogans communs, tels que «Un autre monde est possible» (George, 2004). Cependant, comme nous l'avons déjà dit, il est encore bien tôt pour conclure que nous sommes en présence de l'émergence d'un mouvement de

protestation mondial ou la création d'une société civile globale. Et les arguments de similarité passent encore largement sous silence l'impact crucial des facteurs nationaux sur les formes extrêmement variables que peut prendre le mouvement dans différents endroits. En effet, chaque cycle de protestation repose sur des mobilisations antérieures et des épisodes de contestation nationale. C'est pourquoi dans une large mesure, le MJG est porté par des réseaux d'acteurs qui sont impliqués au sein d'arènes nationales de contestation et dont, bien entendu, tant l'existence, l'implantation que la force mobilisatrice varient d'un pays à l'autre. Ensuite, le mouvement dépend du noyau d'activistes qui ont déjà été impliqués dans des mouvements et OMS précédemment. Par exemple, il a été montré que, contrairement à ce qu'on pourrait croire, la «Bataille de Seattle» n'a pas drainé des réseaux hétérogènes et internationaux, mais a été dominée par des militants américains (Levi et Murphy, 2002). De même, ces activistes faisaient majoritairement partie de syndicats (Lichbach et Almeida, 2001). Cela indique que la supposée «société civile globale» mobilisée à Seattle était en fait le résultat de réseaux profondément ancrés dans les contextes nationaux, voire locaux, du lieu où se tenait la manifestation.

On peut également emprunter quelques résultats d'études empiriques récentes sur les profils manifestants des participants au MJG afin de montrer en quoi la mobilisation repose sur des facteurs structurels et institutionnels



**Tableau 2 Réseaux organisationnels des participants à deux événements du MJG (pourcentages)**

	Manifestation contre le Sommet du G8 à Gêne, juin 2001	Forum social européen à Florence, novembre 2002
ONG	32,0	41,5
Syndicats	19,0	31,8
Partis politiques	32,2	34,6
Organisations d'étudiants	52,0	57,5
Centres sociaux	35,0	32,1
Mouvements religieux	17,6	19,3
Associations écologistes	24,2	43,1
Associations du volontariat social	41,4	51,3
Organisations sportives ou de loisir	34,4	50,9
N	763	2 384

Note: La somme des pourcentages est supérieure à 100 % à cause des réponses multiples.

Source: Della Porta (2003: 97) et Andretta *et al.* (2002: 183).

nationaux. On peut, en particulier, s'attarder sur certaines caractéristiques des réseaux impliqués dans la mobilisation (voir Tableau 2). Cela nous permet de montrer l'importance des traditions nationales de protestation dans le champ multi-organisationnel du MJG. Ainsi, une comparaison des réseaux organisationnels impliqués dans les mouvements met en avant deux caractéristiques des structures de mobilisation du MJG. Tout d'abord, les types de réseaux organisationnels qui se sont impliqués dans le mouvement dépendent des mouvements pré-existants formés par d'autres mouvements et durant des vagues de manifestation précédentes (Passy et Bandler, 2003), qui à leur tour reflètent la structure des clivages existants dans un pays donné (Kriesi *et al.*, 1995). Ensuite, les activités du mouvement reposent sur différents types de réseaux en fonction du type d'activité, c'est-à-dire selon que l'action relève de la protestation (par exemple, une manifestation de rue), ou de la proposition (par exemple, un forum social).

Les recherches que nous avons mentionnées précédemment con-

cernant la manifestation contre le G8 de Gênes en juin 2001 et le forum social européen à Florence en novembre 2002 confortent ces constats (voir Andretta *et al.*, 2002; Della Porta, 2003a; 2003b; 2005a; Della Porta et Mosca, 2003). Ces enquêtes montrent de nombreux résultats concernant l'implication dans des réseaux organisationnels lors de ces événements protestataires qui soutiennent notre argument. Certains aspects méritent d'être soulignés. D'abord, on peut voir que le MJG mobilise un réseau de participants plutôt hétérogène. Certains sont par ailleurs surreprésentés dans les deux événements protestataires (par exemple, les ONG et les associations de volontaires), alors que d'autres sont largement moins engagés (par exemple, les mouvements religieux). Ainsi, cer-

tains types de réseaux semblent être plus impliqués, alors que d'autres sont plus marginaux. Ces résultats suggèrent également que la mobilisation du MJG dépend de structures nationales et de l'implantation de forces déjà existantes dans le pays. Par exemple, les partis politiques ont traditionnellement investi le secteur des mouvements sociaux en Italie, c'est pourquoi ils représentent une importante partie de la structure de mobilisation du MJG dans ce pays. De plus, les groupes étudiants, qui sont surreprésentés dans la structure de réseaux des deux événements, sont également des acteurs importants du secteur des mouvements sociaux en Italie, alors qu'il s'agit d'un réseau associatif moins développé ailleurs, notamment en Suisse. Cela démontre une fois de plus que les

structures de mobilisation nationales jouent un rôle fondamental dans la mobilisation des acteurs qui forment le MJG<sup>7</sup>.

Ainsi, un mouvement peut avoir une vocation transnationale ou mondiale, mais les structures de mobilisations sur lesquelles il repose peuvent grandement varier en fonction du lieu où la manifestation se produit. Bien qu'il soit clair que l'hétérogénéité est l'une des caractéristiques principales du MJG et, plus généralement, du cycle de protestation autour d'enjeux mondiaux, les structures nationales et l'histoire particulière d'un secteur des mouvements sociaux dans un pays donné ont un impact prépondérant sur la structure organisationnelle des mobilisations transnationales. Par exemple, des pays tels que la France et l'Italie, malgré une longue tradition de mobilisation politique, sont caractérisés par une faible présence des NMS. Ainsi, les traditions contestataires nationales non seulement se reflètent sur le type d'organisations présentes lors de manifestations se produisant sur un territoire national donné, mais se manifestent également par l'appartenance organisationnelle des militants originaires d'autres pays, qui tendent à « exporter » leur propre tradition contestataire lorsqu'ils se mobilisent en dehors de leur espace national. Cette influence sur la structure organisationnelle du MJG a également une implication pour les cadres d'action collective qui l'accompagnent.

### **Les processus de cadrage**

Avec les processus de cadrage, on passe de la dimension structurelle à la dimension culturelle de la contestation. La construction d'identités collectives mobilisées lors d'une manifestation fait partie de ces processus. Ainsi, « les cadres identitaires » représentent une partie importante de ceux-ci (Gamson, 1995). Une autre catégorie de cadres, que nous pouvons appeler « cadres substantiels », s'appuie sur les enjeux politiques émanant de la contestation politique. C'est autour de ces deux cadres que s'articule notre réflexion concernant le MJG<sup>8</sup>. De plus, nous prenons soin de distinguer les « cadres spécifiques », qui se réfèrent aux enjeux et aux buts particuliers, et les « cadres cardinaux », qui sont plus généraux et englobants (Snow et Benford, 1992; Tarrow, 1992).

Comme nous l'avons mentionné précédemment, la lutte contre le néolibéralisme est l'une des revendications centrales du MJG. Il peut être considéré comme ce que Snow et Benford (1992) appellent un « cadre cardinal », à savoir la construction symbolique d'un problème public qui permet à de nombreux individus, organisations et réseaux de s'impliquer dans un mouvement. La lutte contre le néolibéralisme et la construction de ce « cadre cardinal » a commencé avec la manifestation contre le Sommet du G7 à Londres, en 1984 (Massiah, 2003). Il a ensuite continué depuis 1994 et la campagne contre les accords de Bretton Woods (Fougier, 2004). Les zapatistes ont joué un rôle important dans ce processus, dans la mesure où ils ont constitué la

première révolte de masse contre le néolibéralisme (Le Bot, 2003). Depuis cette époque, de nombreux enjeux se sont ajoutés au MJG et des problématiques centrées sur l'échelle nationale sont également apparues. Par exemple, la mobilisation en Italie est très axée sur la promotion de la « démocratie par le bas » (Della Porta, 2005b). Bien que la thématique de la démocratie par le bas soit articulée également sur les plans local et transnational, elle tient une place particulièrement importante dans les revendications ainsi que dans le processus de décision au sein du mouvement en Italie. Cependant, bien qu'elle représente le dénominateur commun de tous ceux qui sont impliqués dans le MJG, toutes les organisations faisant partie prenante du mouvement ne considèrent pas la lutte contre le néo-libéralisme comme étant une motivation suffisante pour se mobiliser. L'hétérogénéité du MJG ne nous permet pas de conclure que cette revendication commune joue un rôle dans la présence de nombreux réseaux différents dans le même cycle de protestation. Cependant, ce serait également une erreur de considérer que chaque réseau se joint à la protestation en se basant sur un seul enjeu. L'agrégation d'une telle variété de groupes peut difficilement avoir lieu sans croyances partagées, création de sentiments communs qui sont portés par « les processus collectifs d'interprétation, d'attribution et de construction sociale » mis en avant par les théoriciens du cadrage. Nous pensons qu'il existe des cadres de niveau intermédiaire qui lient la lutte contre le néo-libéralisme à

forces sociales qui ont occupé l'espace manifestant antérieurement. Dans cette optique, les valeurs et les thèmes apportés par le MJG ne diffèrent pas fondamentalement de ceux des vagues de mobilisation antérieures. En effet, bien que certaines nouveautés soient apparues, la plupart des thèmes existaient déjà précédemment. La solidarité Nord-Sud, est par exemple un thème typique des NMS. De même, la lutte contre le néolibéralisme est une revendication de longue date des groupes marxistes.

Aussi des acteurs de la nouvelle et de l'ancienne gauche – traditionnellement divisés sur leurs actions entre une optique réformiste et une optique révolutionnaire – trouvent-ils un terrain d'entente commun à l'intérieur du MJG. Nous pensons que cette convergence est à chercher à travers l'activation de «cadres sélectifs» qui résonnent avec le cadre cardinal représenté par la lutte contre le néolibéralisme et qui permettent la mobilisation de nombreux réseaux différents pour une même cause (Passy et Bandler, 2003).

Afin d'examiner cet argument, on peut utiliser un troisième jeu de données récolté de la même façon que ceux mentionnés auparavant. Ces données proviennent d'une recherche menée durant deux événements protestataires contre le World Economic Forum (WEF) de Davos, en 2004<sup>9</sup>. Ils nous permettent de montrer les différentes valeurs des activistes en fonction du réseau auquel ils appartiennent (voir Tableau 3). Comme on peut le voir sur ce tableau, qui montre les thèmes

mis en avant par les participants dans ces événements protestataires en fonction de leur appartenance à des réseaux, les deux thèmes principaux sont des thèmes centraux du MJG : établir des formes démocratiques alternatives à l'État et abolir le capitalisme (avec la dernière colonne prenant en compte tous les types de réseaux). Renforcer le droit international et rompre radicalement avec les modèles actuels du développement économique font partie de ces priorités. Ces thèmes, pour la plupart, ont déjà été mis en avant par les NMS. Plus important : si l'on compare les distributions à travers le filtre du type de réseau auquel les activistes appartiennent, les participants privilégient certains thèmes à d'autres. Cela signifie que ces thèmes résonnent avec le cadre cardinal. De surcroît, on constate que, plus un thème mis en avant est vague et abstrait, plus il récolte l'adhésion des participants<sup>10</sup>.

Le fait que les préférences en termes d'enjeux soient les mêmes pour tous les participants suggère que les réseaux ne se mobilisent pas sur des cadres spécifiques, mais sur des enjeux sélectifs qui sont liés au cadre cardinal. En d'autres termes, les réseaux se mobilisent avant tout sur des thématiques proches ou directement issues du cadre cardinal.

Cette brève analyse des cadres de l'action collective au sein du MJG montre que, malgré les contraintes nationales et les traditions de contestation, peu importe d'où ils viennent, les participants à ce mouvement sont aussi capables de mettre de côté leur identité spécifique pour rejoindre le mou-

des enjeux et revendications plus particuliers qui permettent la mobilisation de secteurs différents. En d'autres termes, des réseaux spécifiques participent à une manifestation non seulement parce que leurs propres enjeux et revendications résonnent avec le cadre cardinal du MJG, mais également parce qu'il existe des cadres sélectifs provenant de celui-ci et qui fonctionnent comme médiateurs entre les thèmes particuliers et ceux plus généraux de la protestation (Passy et Bandler, 2003). Par exemple, en Italie, en Espagne et en France le thème de la justice globale est lié à la lutte contre le néolibéralisme sur le plan national, alors qu'en Allemagne et en Suisse, le thème de la justice globale est associé principalement à la solidarité Nord-Sud (Della Porta, 2007).

La perspective des cadres nous a appris qu'un processus de construction d'un «problème» est nécessaire pour activer les identités et les motivations des acteurs afin que ceux-ci forment des mouvements sociaux. Cependant, ce processus est contraint et limité par les mobilisations précédentes et les idées déjà exprimées par les

**Tableau 3** *Thèmes articulés par les participants à deux manifestations contre la rencontre du World Economic Forum (Davos, 2004) selon le type de réseau (pourcentages)*

	NMS	Organisations traditionnelles	Partis politiques	Syndicats et organisations de chômeurs	Aucune affiliation organisationnelle	Tous les réseaux
Renforcer le droit international	29	30	31	20	28	29
Réformer les institutions financières et économiques internationales	20	18	14	22	21	20
Supprimer les institutions financières et économiques internationales	20	19	20	17	18	20
Faire davantage participer les ONG aux décisions internationales	23	21	11	20	20	21
Réformer le capitalisme	23	21	17	20	19	20
Supprimer le capitalisme	39	35	46	41	31	38
Renforcer une plus grande intervention de l'État, en matière économique et sociale en particulier	20	18	14	20	15	18
Développer la démocratie participative	26	22	26	28	20	24
Instaurer un parlement mondial	20	17	11	13	13	17
Instaurer des formes démocratiques alternatives à l'État	41	36	37	46	33	39
Rompre radicalement avec les modèles actuels du développement économique	30	27	23	20	22	28
N	235	107	35	46	116	411

Note : Énoncé de la question : « Que faudrait-il selon vous pour vraiment changer la société en profondeur ? » Les répondants ont dû choisir les trois propositions les plus importantes à partir d'une liste fermée d'items. La somme des pourcentages est supérieure à 100 % à cause des réponses multiples.  
Source : Nos propres données.

vement, fournissant un ordre de thématique similaire sur le plan du cadre cardinal. En effet, dans ce cas précis des mobilisations à Davos, des enjeux sectoriels tels que les droits des homosexuels, le

déminage et l'éducation ne sont pas considérés comme des priorités, parce qu'ils sont trop spécifiques. En contrepartie, les problématiques générales sont beaucoup plus mises en avant.

Nous avons essayé d'appliquer le programme classique de recherche sur les mouvements sociaux permettant d'expliquer la politique contestataire à l'analyse du MJG. Ainsi, nous avons examiné le rôle

des opportunités politiques, des structures de mobilisation et des processus de cadrage pour ce mouvement dans le but de montrer que le contexte national demeure déterminant, même pour des formes de contestation transnationales telles que le MJG. En résumé, nous avons montré que le MJG agit avec une structure d'opportunités politiques multiniveau, dans lesquelles le contexte national détermine de façon prépondérante la mobilisation. Les aspects contextuels spécifiques à chaque pays, principalement la structure des clivages, dont découlent les réseaux sociaux existants dans lesquels les militants sont impliqués, permettent d'expliquer pourquoi les caractéristiques des mobilisations du MJG varient d'un pays à l'autre. Dans le même temps, la création de structures communes d'intelligibilité des enjeux politiques, économiques et sociaux rend possible le rassemblement d'une variété de différentes organisations, groupes et réseaux.

À la lumière de notre discussion, il semble donc que le changement d'échelle du MJG dépende de l'angle sous lequel on regarde celui-ci. En effet, les

structures d'opportunité nationales jouent toujours un rôle prépondérant pour expliquer la structure du mouvement et les structures nationales de mobilisation sont également toujours pertinentes. Le changement d'échelle doit être trouvé dans les cadres d'action collective élaborés au sein du MJG. Cependant, le programme classique de recherche sur les mouvements sociaux va encore suffisamment loin pour expliquer la contestation transnationale. Bien sûr, il doit être adapté dans une certaine mesure, en tenant compte, par exemple, des opportunités politiques supranationales en plus des opportunités nationales. Ceci étant, l'empreinte du contexte national et de ses caractéristiques semble si fort, après des siècles de formation de l'État-nation, que même un mouvement transnational tel que le MJG, demeure partiellement emprisonné dans la cage construite par l'État-nation.

Marco Giugni

Université de Genève

Marko Bandler

Université de Genève

Nina Eggert

Université de Genève et

Université de Trento

protestation de masse (Siméant, 2005).

- 2 On pourra trouver une revue utile concernant ces trois aspects du programme classique dans le *Blackwell Companion to Social Movements* (Snow *et al.*, 2004). Voir en particulier le chapitre de Hanspeter Kriesi (2004) sur le contexte politique et les opportunités, celui de Bob Edwards et John McCarthy (2004) sur les ressources et la mobilisation de mouvements sociaux, celui de Mario Diani (2004) sur les réseaux et la participation et celui de David Snow (2004) concernant les processus de cadrage. Sur ce dernier sujet, on consultera également Benford et Snow (2000).
- 3 Cela est également le cas des manifestations contre le World Economic Forum (WEF), qui sont extrêmement conflictuelles et qui attirent un cortège de participants particulièrement radicaux, du fait justement des risques encourus et du coût de transaction de la participation.
- 4 Les données ont été obtenues en distribuant des questionnaires individuels aux participants aux deux événements protestataires. Voir Andretta *et al.* (2002); Della Porta (2003a; 2003b; 2005a); Della Porta et Mosca (2003).
- 5 Cette enquête, basée sur la même approche que celles mentionnées précédemment, a été conduite des deux côtés de la frontière franco-suisse, près de Genève, où s'est tenu la manifestation durant près d'une semaine. Cela explique pourquoi l'échantillon qui en résulte inclut le même nombre de Français que de Suisses (près de 40 % pour chacun des groupes) et permet donc une comparaison entre les deux groupes.
- 6 Jubilee 2000 a été créé pour la manifestation à Birmingham en 1998. Fondée par des associations chrétiennes et diverses ONG, le but de cette campagne politique était de mettre de la pression sur les pays du Nord afin d'obtenir l'effacement de la dette des pays du Sud à l'occasion du jubilé chrétien de l'an 2000.

## Notes

- 1 À noter que cet acteur n'est évidemment pas le seul qui s'active à militer pour une autre mondialisation. Les ONG font également partie prenante de la contestation, mais sur un terrain différent, celui du lobbying, qu'il s'agit de ne pas confondre avec celui de la

<sup>7</sup> L'étude de Fillieule *et al.* (2005) montre que les participants suisses et français étaient engagés dans différents réseaux organisationnels. Particulièrement, les organisations du MJG étaient plus présentes du côté français. Cela peut être expliqué par le fait que la France est l'un des lieux de naissance du MJG en Europe, comme l'atteste la naissance et le fulgurant développement d'ATTAC dans ce pays. Il n'existe pas d'organisation de mouvement social similaire en Suisse sur le plan de la taille.

<sup>8</sup> Les cadres identitaires et substantifs comptent parmi la vaste variété de cadres d'actions collectives qu'on peut trouver dans la littérature. Par exemple, Snow et Benford (1988) distinguent entre cadres diagnostiques (identification de problèmes et attribution de blâmes), pronostiques (résolution de problèmes) et motivationnels (recrutement et mobilisation). Dans le même sens, Della Porta (1999) distingue quatre types de cadres en fonction de leur rôle: a) champ de définition protagoniste; b) champ de définition antagoniste; c) diagnostique; d) pronostique. Se concentrant plutôt sur ce que ressentent les participants à un mouvement que sur les efforts stratégiques par les leaders du mouvement dans la formation d'un consensus (Klandermans, 1988), Gamson (1995) parle de cadres d'identité, d'injustice et d'agence. Finalement, dans une perspective dynamique et stratégique, Snow *et al.* (1986) identifient quatre processus d'alignement des cadres, c'est-à-dire quatre voies par lesquelles les activistes des mouvements sociaux présentent leur message, en harmonie avec des conceptions antérieures de certains problèmes sociaux: a) connexion; b) amplification; c) extension; d) transformation.

<sup>9</sup> Cette étude suit la même approche que celles mentionnées plus haut. Elle a été menée durant deux événements protestataires contre le WEF – l'un à Zürich, le 17 janvier, et l'autre à Coire, le 24 janvier 2004.

<sup>10</sup> Les cadres sélectifs identifiés par Passy et Bandler (2003) dans la protestation contre le Sommet du G8 d'Évian sont similaires à ceux-ci.

---

## Références bibliographiques

AGRIKOLIANSKY, Eric. 2005. «Du Tiers-Mondisme à l'altermondialisme: genèse(s) d'une nouvelle cause», dans Eric AGRIKOLIANSKY, Olivier FILLIEULE et Nonna MAYER (dir.). *L'Altermondialisme en France*. Paris, Flammarion.

AGRIKOLIANSKY, Eric et Isabelle SOMMIER (dir.). 2005. *Radiographie du mouvement altermondialiste*. Paris, La Dispute.

ANDRETTA, Massimiliano, Donatella DELLA PORTA, Lorenzo MOSCA et Herbert REITER. 2002. *Global No Global New Global*. Roma, Laterza.

CERI, Paolo. 2002. *Movimenti globali: La protesta nel XXI secolo*. Rome/Bari, Laterza.

DELLA PORTA, Donatella. 1999. «Protest, protesters, and protest policing: Public discourses in Italy and Germany from the 1960s to the 1980s», dans Marco GIUGNI, Doug MCADAM et Charles TILLY (dir.). *How Social Movements Matter*. Minneapolis, University of Minnesota Press: 66-96.

DELLA PORTA, Donatella. 2003a. «Politics, anti-politics, other politics: Conceptions of democracy and the movement for a globalization from below». Papier pour la Conférence Générale de l'ECPR, Marburg, 18-21 septembre.

DELLA PORTA, Donatella. 2003b. *I New Global*. Bologne, Il Mulino.

DELLA PORTA, Donatella. 2005a. «Multiple belongings, tolerant identities and the construction of "another politics": Between the European Social Forum and the local social

fora», dans Donatella DELLA PORTA et Sidney TARROW (dir.). *Transnational Protest and Global Activism*. Lanham, Rowman and Littlefield: 175-202.

DELLA PORTA, Donatella. 2005b. «Making the polis: Social forums and democracy in the global justice movement». *Mobilization*, 10, 1: 73-94.

DELLA PORTA, Donatella. 2007. «The Global Justice Movement in Context», dans Donatella DELLA PORTA (dir.). *The Global Justice Movement. Cross-National and Transnational Perspectives*. Boulder, Paradigm: 232-251.

DELLA PORTA, Donatella et Mario DIANI. 1999. *Social Movements: An Introduction*. Oxford, Basil Blackwell.

DELLA PORTA, Donatella et Lorenzo MOSCA (dir.). 2003. *Globalizzazione e movimenti sociali*. Rome, Manifestolibri.

DELLA PORTA, Donatella et Sidney TARROW (dir.). 2005. *Transnational Protest and Global Activism*. Lanham, Rowman and Littlefield.

DELLA PORTA, Donatella, Massimiliano ANDRETTA, Lorenzo MOSCA et Herbert REITER. 2007. *Global Movements and Transnational Protest*. Minneapolis, University of Minnesota Press.

DELLA PORTA, Donatella, Hanspeter KRIESI et Dieter RUCHT (dir.). 1999. *Social Movements in a Globalizing World*. Londres, Macmillan.

DIANI, Mario. 2004. «Networks and participation», dans David A. SNOW, Sarah SOULE et Hanspeter KRIESI (dir.). *The Blackwell Companion to Social Movements*. Oxford, Blackwell Publishing: 339-359.

EDWARDS, Bob et John D. MCCARTHY. 2004. «Resources and social movement mobilization», dans David A. SNOW, Sarah SOULE et Hanspeter KRIESI (dir.). *The Blackwell Companion to Social*

- Movements*. Oxford, Blackwell Publishing: 116-154.
- FILLIEULE, Olivier. 1997. *Stratégies de la rue: Les manifestations en France*. Paris, Presses de Science Po.
- FILLIEULE, Olivier, Philippe BLANCHARD, Eric AGRİKOLIANSKY, Marko BANDLER, Florence PASSY et Isabelle SOMMIER. 2005. «L'altermondialisme en réseaux. Trajectoires militantes, multipositionnalité et formes de l'engagement: Les participants du contre-sommet du G8 d'Evian». *Politix*, 68:13-48.
- FOUGIER, Eddy (dir.). 2004. *Le mouvement altermondialiste*. Paris, La Documentation Française.
- GAMSON, William A. 1992. «The social psychology of collective action», dans Aldon D. MORRIS et Carol MCCLURG MUELLER (dir.). *Frontiers of Social Movement Theory*. New Haven, Yale University Press: 53-76.
- GAMSON, William A. 1995. «Constructing social protest», dans Hank JOHNSTON et Bert KLANDERMANS (dir.). *Social Movements and Culture*. Minneapolis, University of Minnesota Press: 85-106.
- GAMSON, William A., Bruce FIREMAN et Steven RYTINA. 1982. *Encounters with Unjust Authority*. Homewood, Dorsey Press.
- GAMSON, William A. et David S. MEYER. 1996. «Framing political opportunity», dans Doug MCCARTHY, John D. MCCARTHY et Mayer N. ZALD (dir.). *Comparative Perspectives on Social Movements: Political Opportunities, Mobilizing Structures, and Emotion*. Lanham, Rowman and Littlefield: 61-73.
- KORNHAUSER, William. 1959. *The Politics of Mass Society*. New York, Free Press.
- KRIESI, Hanspeter. 2004. «Political context and opportunity», dans David A. SNOW, Sarah SOULE et Hanspeter KRIESI (dir.). *The Blackwell Companion to Social Movements*. Oxford, Blackwell Publishing: 67-90.
- KRIESI, Hanspeter, Ruud KOOPMANS, Jan Willem DUYVENDAK et Marco GIUGNI. 1995. *New Social Movements in Western Europe*. Minneapolis, University of Minnesota Press.
- LE BOT, Yvon. 2003. «Le zapatisme, première insurrection contre la mondialisation néo-libérale», dans Michel WIEVIORKA (éd.), *Un autre monde ... Contestations, dérives et surprises dans l'antimondialisation*. Paris, Balland.
- LEVI, Margaret et GILLIAN Murphy. 2002. «Coalitions of Contention: The Case of the WTO Protests in Seattle». Contribution présentée au congrès de l'Association Internationale de Sociologie, Brisbane, Australie.
- Lichbach, MARK et PAUL Almeida. 2001. *Global Order and Local Resistance: The Neoliberal Institutional Trilemma and the Battle of Seattle*. Riverside, CA.
- MATHIEU, Lilian. 2002. «Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux». *Revue française de science politique*, 52, 1:75-100.
- MASSIAH, Gustave. 2003. «Le G8, un club de riches très contesté». *Manière de voir*, 75: 22-25.
- McADAM, Doug. 1996. «Conceptual origins, current problems, future directions», dans Doug McADAM, John D. MCCARTHY et Mayer N. ZALD (dir.). *Comparative Perspectives on Social Movements: Political Opportunities, Mobilizing Structures,*
- DAM, John D. MCCARTHY et Mayer N. ZALD (dir.). *Comparative Perspectives on Social Movements*. Cambridge, Cambridge University Press: 275-290.
- GEORGE, Susan. 2004. *Un autre monde est possible si... .* Paris, Fayard.
- GOBILLE, Boris. 2005. «Les altermondialistes, des activistes transnationaux?». *Critique Internationale*, 27: 131-145.
- GOODWIN, Jeff et James M. JASPER (dir.). 2004. *Rethinking Social Movements*. Lanham, Rowman and Littlefield.
- GURR, Ted Robert. 1970. *Why Men Rebel*. Princeton, Princeton University Press.
- JOHNSON, Erik et John D. MCCARTHY. 2005. «The sequencing of transnational and national social movement mobilization: The organizational mobilization of the global and U.S. environmental movements», dans Donatella DELLA PORTA et Sidney TARROW (dir.). *Transnational Protest and Global Activism*. Lanham, Rowman and Littlefield: 71-93.
- KALDOR, Mary, Helmut ANHEIER et Marlies GLASIUS. 2003. *Global Civil Society*. Oxford/New York, Oxford University Press.
- KITSCHOLT, Herbert. 1986. «Political Opportunity Structures and Political Protest: Anti-Nuclear Movements in Four Democracies». *British Journal of Political Science*, 16: 57-85.
- KLANDERMANS, Bert. 1988. «The formation and mobilization of consensus», dans Bert KLANDERMANS, Hanspeter KRIESI et Sidney TARROW (dir.). *International Social Movement Research, Vol. 1, From Structure to Action: Social Movement Participation across Cultures*. Greenwich, JAI Press: 173-197.
- KOOPMANS, Ruud. 2004. «Political Opportunity. Structure. Some splitting to balance the lumping», dans Jeff GOODWIN et James M. JASPER (dir.). *Rethinking Social Movements: Structure, Meaning and*

- and *Cultural Framings*. Cambridge, Cambridge University Press: 23-40.
- McADAM, Doug, John D. McCARTHY et Mayer N. ZALD (dir.). 1996. *Comparative Perspectives on Social Movements: Political Opportunities, Mobilizing Structures, and Cultural Framings*. Cambridge University Press, Cambridge.
- McADAM, Doug, Sidney TARROW et Charles TILLY. 2001. *Dynamics of Contention*. Cambridge University Press, Cambridge.
- McCARTHY, John D. et Mayer N. ZALD. 1977. «Resource mobilization and social movements: A partial theory». *American Journal of Sociology*, 82, 6: 1212–1241.
- MERTES, Tom. 2004. *A Movement of Movements*. Londres, Verso.
- OBERSHALL, Anthony. 1973. *Social Conflict and Social Movements*. Englewood-Cliffs, Prentice-Hall.
- PASSY, Florence et Marko BANDLER. 2003. «Protestation altermondialiste: Une nouvelle vague de contestation? Une analyse des cadres narratifs et des réseaux d'action». Communication dans le cadre du congrès annuel des associations suisse, allemande et autrichienne de science politique, Berne, 14-15 novembre.
- PIANTA, Mario. 2004. *UN World Summits and Civil Society: The State of the Art*. Programme on Civil Society and Social Movements, Paper n° 18, Genève, UNRISD.
- SIKKINK, Kathryn. 2005. «Patterns of dynamic multilevel governance and the insider-outsider coalition», dans Donatella DELLA PORTA et Sidney TARROW (dir.). *Transnational Protest and Global Activism*. Lanham, MD, Rowman and Littlefield: 151-173.
- SMELSER, Neil J. 1962. *Theory of Collective Behavior*. New York, Free Press.
- SMITH, Jackie. 2004. «Transnational processes and movements», dans David A. SNOW, Sarah SOULE et Hanspeter KRIESI (dir.). *The Blackwell Companion to Social Movements*. Oxford, Blackwell Publishing: 311-335.
- SMITH, Jackie et Hank JOHNSTON (dir.). 2002. *Globalization and Resistance: Transnational Dimensions of Social Movements*. Lanham, MD, Rowman and Littlefield.
- SNOW, David A. 2004. «Framing processes, ideology, and discursive fields», dans David A. SNOW, Sarah SOULE et Hanspeter KRIESI (dir.). *The Blackwell Companion to Social Movements*. Oxford, Blackwell Publishing: 382-412.
- SNOW, David A., Sarah SOULE et Hanspeter KRIESI (dir.). 2004. *Blackwell Companion to Social Movements*. Oxford, Blackwell Publishing.
- SNOW, David A. et Robert D. BENFORD. 1988. «Ideology, frame resonance, and participant mobilization». *International Social Movement Research*, 1:197–217.
- SNOW, David A. et Robert D. BENFORD. 1992. «Master frames and cycles of protest», dans Aldon D. MORRIS et Carol MCCLURG MUELLER (dir.). *Frontiers of Social Movement Theory*. New Haven, Yale University Press: 135-155.
- SNOW, David A., E. Burke ROCHFORD Jr., Steven K. WORDEN et Robert D. BENFORD. 1986. «Frame alignment processes, micromobilization, and movement participation». *American Sociological Review*, 51: 464-481.
- SOMMIER, Isabelle. 2003. *Le nouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*. Paris, Flammarion.
- TARROW, Sidney. 1992. «Mentalities, political cultures, and collective action frames: Constructing meanings through action», dans Aldon D. MORRIS et Carol MCCLURG MUELLER (dir.). *Frontiers in Social Movement Theory*. New Haven, Yale University Press.
- TARROW, Sidney. 1996. «States and opportunities: The political structuring of social movements», dans Doug McADAM, John D. McCARTHY et Mayer N. ZALD (dir.). *Comparative Perspectives on Social Movements: Political Opportunities, Mobilizing Structures, and Cultural Framings*. Cambridge, Cambridge University Press: 41-61.
- TARROW, Sidney et Donatella DELLA PORTA. 2005. «Conclusion: "Globalization", complex internationalism, and transnational contention», dans Donatella DELLA PORTA et Sidney TARROW (dir.). *Transnational Protest and Global Activism*. Lanham, MD, Rowman and Littlefield: 227-246.
- TILLY, Charles. 1978. *From Mobilization to Revolution*. Reading, Addison-Wesley.
- TILLY, Charles. 1984. «Social movements and national politics», dans Charles BRIGHT et Susan HARDING (dir.). *Statemaking and Social Movements*. Ann Arbor, University of Michigan Press: 297-317.
- TILLY, Charles. 1986. *The Contentious French*. Cambridge, Harvard University Press.
- TILLY, Charles. 1995. *Popular Contention in Great Britain, 1758–1834*. Cambridge, Harvard University Press.
- TURNER, Ralph H. et Lewis M. KILLIAN. 1957. *Collective Behavior*. Englewood Cliffs, Prentice-Hall.